

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BACHELET-BONNEFOND**

12 rue de l'ancienne Mare  
BP45  
76140 Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2025.07.T.393.SB/VB  
Code AIOT : 0005801216

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2025, notamment du suivi des établissements prioritaires, l'inspection s'est rendue le 19 juin 2025 sur le site de la société BACHELET BONNEFOND, situé 12, rue de l'Ancienne Mare à Petit-Quevilly (76140) afin notamment d'instruire le porter à connaissance du 23 décembre 2024 de demandes de modifications des conditions d'exploitation des installations ainsi que certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2022 (révision des valeurs limite de rejets des eaux résiduelles).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BACHELET-BONNEFOND
- ZI des Patis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005801216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 à exercer une activité de traitement de déchets liquides dangereux HYDROSEP et non dangereux LIPOSEP (pour une capacité totale de 18 000 t/an) soumise à une autosurveillance de ses eaux résiduaires avant rejet dans la station d'épuration Émeraude de la Métropole Rouen Normandie via le réseau d'assainissement collectif.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Autre limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 jour
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 3.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
7	Registres déchets	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 5.2.2	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Action RSDE	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.12	Sans objet
5	Eaux résiduaires traitées avant réutilisation	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.15	Sans objet
6	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.18	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance du 23 décembre 2024 de modification des conditions d'exploitation des installations, l'exploitant doit apporter des compléments notamment pour démontrer que l'augmentation des valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux sur les deux paramètres cuivre et zinc ne concourent pas à la dégradation du milieu récepteur, la Seine. Il

doit également proposer les nouveaux critères d'admission des déchets en corrélation avec les taux d'abattement du process de traitement et préciser les codes déchets (avec les 6 chiffres) admis sur le site. Ensuite, l'inspection pourra proposer un projet de modification de l'arrêté préfectoral cadre du 21 avril 2022.

Concernant l'exploitation du site, il est attendu de la part de l'exploitant plus de rigueur sur le suivi des rejets atmosphériques en sortie du biofiltre et de la canalisation de refoulement de la pompe doseuse d'hypochlorite de sodium en réparant l'extracteur d'air dans le local, en réalisant les 2 analyses annuelles et notamment celle de septembre 2025 dont la date et le rapport seront à transmettre à l'inspection.

Enfin, le site est toujours soumis à la mise en demeure du 30 août 2023 conditionnée à l'absence de dépassement de l'autosurveillance sur 6 mois consécutifs. Mise à part les paramètres cuivre et zinc, l'inspection considère que la mise en demeure ne peut pas encore être levée à ce stade, car il subsiste encore quelques dépassements (4) sur les 6 derniers mois que doit justifier l'exploitant dans la partie commentaire de l'application GIDAF (indication des mesures correctives envisagées ou réalisées).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autre limites de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 1.2.3.1			
<b>Thème(s) :</b> Autre, Nature des déchets admis			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les seuls produits accueillis sur le site sont les suivants, réceptionnés en vrac :			
<ul style="list-style-type: none"><li>• contenu de bacs à graisses,</li><li>• résidus de décantation, filtration, centrifugation,</li><li>• mélanges liquides eau / hydrocarbures et boues provenant de séparateurs eaux/hydrocarbures,</li><li>• déchets provenant du nettoyage des cuves à fioul (particuliers et PME).</li></ul>			
Ces déchets liquides ont pour provenance :			
<ul style="list-style-type: none"><li>• des bacs à graisses de la restauration,</li><li>• des déshuileurs de stations d'épuration,</li><li>• des ouvrages de décantation des eaux résiduaires de certaines industries agro-alimentaires,</li><li>• des ouvrages de séparation d'hydrocarbures installés sur les rejets d'eaux de temps de pluie d'infrastructures équipées de surfaces imperméabilisées (voiries, commerces, industries, transporteurs, stations de lavage de véhicules...).</li></ul>			
Par ailleurs, les déchets doivent respecter les critères physico-chimiques suivants :			
Paramètres	Teneurs limites	Observation	Demande PAC
Point d'éclair	> 55 °C	Sur déchet brut	> 55 °C sur huile du déchet brut
Polychlorobiphényles-polychloroterphényles (PCB- PCT) (somme)	< 50 ppm	Sur déchet brut	< 50 ppm sur huile du déchet brut
Matières en suspension	< 10 %		
Composés lourds (sables, sédiments...)	< 30 %		
Halogènes	< 1 ppm		
Chlore et composés du chlore exprimé en chlore	< 1 %		< 1 %
Fluoranthène	< 5 ppm	Sur matière sèche	

Benzo (b) fluoranthène	< 2,5 ppm	Sur matière sèche	
Benzo (a) pyrène	< 2 ppm	Sur matière sèche	

Les déchets doivent en outre respecter les critères physico-chimiques suivants pour être admis en filière de traitement LIPOSEP :

Paramètres	Teneurs limites	Observation
pH	3,5 et 8,5	
PCB	< 0,8 ppm	Sur matière sèche

et en filière de traitement HYDROSEP :

Paramètres	Teneurs limites	Observation	Demande PAC
pH	5,5 et 9		$\geq 3,5$ et $\leq 9$ sur déchets brut
Floculation/ Décantation	Non floculable / non décantable		Floculation positive sur la phase aqueuse
Corps étrangers	< 150mm		
PCB	< 1 ppm	Sur matière sèche	
Fer	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche	
Aluminium	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche	
Zinc	< 3000 mg/kg	Sur matière sèche	
Cuivre	< 1000 mg/kg	Sur matière sèche	
Plomb	< 1250 mg/kg	Sur matière sèche	
Chrome	< 150 mg/kg	Sur matière sèche	
Nickel	< 50 mg/kg	Sur matière sèche	
Cadmium	< 10 mg/kg	Sur matière sèche	
Arsenic	< 10 mg/kg	Sur matière sèche	

Sélénium	< 5 mg/kg	Sur matière sèche	
Etain	< 5 mg/kg	Sur matière sèche	
Tallium	< 5 mg/kg	Sur matière sèche	
Mercure	< 1 mg/kg	Sur matière sèche	
Autres métaux toxiques	Non détectable	Sur matière sèche	

#### Constats :

L'exploitant explique effectuer des contrôles d'admission des déchets entrants sur le pH, le pouvoir de floculation et les matières en suspension. Il n'y a a priori pas eu de refus d'admission en 2024 selon les dires de l'exploitant.

Par sondage, l'inspection vérifie les mesures effectuées sur deux échantillons de déchets admis sur le site pour chaque filière de traitement (liposep (graisse : déchets non dangereux) et hydrosep (hydrocarbure : déchets dangereux) suivantes :

- pour la filière liposep (échantillon n° 2129) accepté : pH à 5 compris entre les limites de 3,5 et 8,5 ; la teneur en MES (matières en suspension) inférieure à 10 % et le test positif de la floculation sur la phase aqueuse ;

- pour la filière Hydrosep (l'échantillon n° 2118) accepté : le pH à 7 compris entre les limites de 5,5 et 9 ; et la teneur en MES est indiquée conforme sans avoir de valeur et le test positif de floculation sur la phase aqueuse.

L'inspection constate que les autres paramètres, notamment sur les métaux ne sont pas mesurés sur chaque échantillon pour les deux filières de traitement.

L'exploitant explique avoir réalisé des analyses en 2022 sur les déchets entrants dont les résultats sur les paramètres du fer, du cuivre, du zinc et de l'aluminium (sur matière sèche) dépassaient régulièrement les valeurs limites de l'arrêté préfectoral s'appliquant aux installations. Il précise que les critères d'admission des déchets entrants, notamment pour la filière de traitement Hydrosep ne pourront jamais être respectés. En effet, les teneurs limites des tableaux ci-dessus sont basés sur la matière sèche et les déchets admis possèdent des matières sèches très faibles (moins de 10 %) car en milieu aqueux et donc des valeurs limites très restrictives alors que le process de traitement permet de traiter les polluants présents selon les dires de l'exploitant.

C'est pourquoi l'exploitant demande la révision de ces critères d'admission mais ne propose pas de nouvelle valeur dans son dossier de porter à connaissance.

De plus, l'exploitant souhaite intégrer les codes déchets admis sur son site. Ces derniers indiqués dans le porter à connaissance ne sont pas assez précis, les codes déchets doivent comporter les 6 chiffres et non seulement les 4 premiers afin de s'assurer que les filières de traitement sont bien appropriées. Par exemple, le code déchets 12 01 XX comprend le code 12 01 06\* (huile d'usinage à base minérale contenant des halogènes) qui ne peut pas être autorisé sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 :** l'exploitant doit compléter son porter à connaissance en se positionnant et proposant les nouveaux critères d'admission en cohérence et corrélation avec les taux d'abattement du process de traitement.

**Demande n°2 :** l'exploitant doit compléter son porter à connaissance en précisant les codes déchets (à 6 chiffres) admis sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 jour

**N° 2 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sur les rejets issus du biofiltre et de la sortie de la canalisation de refoulement de la pompe doseuse d'hypochlorite de sodium sont réalisées au plus tard sous un délai de 6 mois après la mise en service du traitement tertiaire puis tous les semestres et doivent respecter les valeurs limites d'émissions (VLE) suivantes :

Paramètres	Valeur limite d'émission (mg/Nm <sup>3</sup> )	Fréquence de surveillance
HCl (1)	5 mg/Nm <sup>3</sup>	semestrielle
COVT (1)	45 mg/Nm <sup>3</sup> pour un flux inférieur à 0,5 kg/h au point d'émission	semestrielle
NH <sub>3</sub> (1)	-	semestrielle

En cas de dépassement, l'exploitant devra remettre, dans un délai de 6 mois à compter de la réception des résultats des analyses précitées, une étude technico-économique portant sur les solutions de réduction de cette concentration.

**Constats :**

L'inspection constate que l'exploitant a réalisé un seul contrôle en 2024 (le 7 mai 2024) sur les rejets atmosphériques à la sortie du biofiltre et de la sortie de la canalisation de refoulement de la pompe doseuse d'hypochlorite de sodium. L'exploitant explique qu'il avait programmé le second contrôle le 6 septembre 2024 mais que son prestataire n'est pas venu et aucune autre date n'a été reprogrammée.

L'inspection n'a pas constaté de dépassement aux valeurs limites sur les deux points de rejet sauf pour le COVt mesurée à 104 mg/Nm<sup>3</sup> en sortie du biofiltre pour une valeur limite de 45 mg/Nm<sup>3</sup>. Toutefois, la dernière campagne de mesure du 12 février 2025 ne relève pas de dépassement sur



les paramètres mesurés en sortie du biofiltre et notamment sur le paramètre COVt (mesuré à 8,92 mg/Nm3 pour un flux inférieur à 0,5 kg/h). Par contre, il n'y a pas eu de mesure en sortie de la canalisation de refoulement de la pompe doseuse d'hypochlorite de sodium (au niveau de l'extracteur d'air).

En effet, l'inspection constate que le dispositif d'extraction d'air est détérioré et inopérant et constate la présence deux ouvrants naturels en partie haute dans le local. L'exploitant explique avoir installé les 2 ouvrants et envisager le remplacement du dispositif d'extracteur d'air par une ventilation pour faire circuler de l'air dans le local et prévenir les dégradations sur la carte électronique du boîtier de mesure due à l'humidité. Et, il n'est pas possible techniquement selon les dires de l'exploitant de réaliser des mesures à la sortie des 2 ouvrants (non canalisés) ce qui explique qu'il n'y a pas eu de mesure.

L'exploitant précise avoir programmé la prochaine campagne de mesure en septembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 3 :** l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois procéder à la réparation et remise en fonctionnement de l'extracteur d'air du local afin d'effectuer les deux analyses annuelles sur les rejets. L'exploitant doit également programmer la prochaine campagne de mesure avant fin septembre 2025 dont la date sera communiquée à l'inspection. Le rapport des mesures sera transmis à l'inspection, accompagné des actions correctives en place ou à mettre en œuvre dans le cas de dépassement aux valeurs limites.

**Demande n°4 :** l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois apporter les actions correctives afin de prévenir toute dégradation de la carte électronique du boîtier de commande du local, en installant par exemple un système de ventilation dans le local différent du dispositif de l'extracteur d'air.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limite d'émission des eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement collectif, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution.

Débit de référence	Maximal : 10 m <sup>3</sup> /h, 100 m <sup>3</sup> /j	Moyen journalier : 90 m <sup>3</sup> /j
Paramètre	Concentration moyenne journalière (en mg/l ou µg/l)	Flux moyen mensuel (en g/j ou kg/j)
DCO	1200 mg/l	100 kg/j

DBO5	400 mg/l	32 kg/j
MEST	300 mg/l	24 kg/j
Azote total (N)	75 mg/l	7,5 kg/j
Phosphore total (P)	25 mg/l	4 kg/j
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	0,4 kg/j
Cyanure	0,1 mg/l	8 g/j
Phénols	0,1 mg/l	8 g/j
Métaux totaux	1 mg/l	80 g/j
Arsenic	0,05 mg/l	4 g/j
Fer	1 mg/l	80 g/j
Aluminium	1 mg/l	80 g/j
Cadmium	0,1 mg/l	16 g/j
Mercure	0,01 mg/l	8 g/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	32 g/j
Nickel (1)	1 mg/l	80 g/j
Plomb (1)	0,3 mg/l	80 g/j
AOX (1)	1 mg/l	30g/j

Titane	-	-
BTEX (1)	1,5 mg/l	1g/j-
Chrome (1)	0,3 mg/l	80 g/j
Manganèse (1)	1 mg/l-	10g/j
Nonylphénols	0,1 µg/L	0,9 kg/J
NP2OE*	0,1 µg/L	2,18 g/J
Cuivre et ses composés	5 µg/L	694 g/J
Zinc et ses composés	10 µg/L	2,5 kg/J

#### Constats :

L'inspection constate que les valeurs limites sur les deux paramètres cuivre et zinc depuis le début de l'année 2025 ne sont pas respectées, objet de la demande de modification des VLE dans le dossier de porter à connaissance.

L'inspection propose également de supprimer la mesure sur le paramètre des métaux totaux, car tous les métaux sont déjà mesurés.

Pour rappel, les valeurs limites sur les deux paramètres Cuivre (Cu) et Zinc (Zn) sont issus de la surveillance RSDE (action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans les eaux) de 2017 et les valeurs limites d'émission actées correspondent aux limites de quantification (LQ) des deux paramètres respectivement à 5 µg/L et 10 µg/L. Depuis la mise en place de la surveillance, l'exploitant dépasse régulièrement ces valeurs limites même si le dernier contrôle inopiné réalisé les 27 et 28 mai 2025 montre un dépassement uniquement sur le Zinc (mesuré à 29,9 µg/L pour une VLE à 10 µg/L).

Aussi, après plusieurs années d'investigation et de recherche de solution, l'exploitant indique avoir été trop ambitieux et ne pas pouvoir techniquement et économiquement mettre en place un dispositif pérenne pour répondre aux limites de l'arrêté préfectoral. C'est pourquoi, il propose de revenir aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (art.33-18(1)) soit à une VLE à 250 µg/L pour le Cuivre et à 2000 µg/L pour le Zinc. Dans le porter à connaissance, l'exploitant n'a pas démontré l'impact sur le milieu naturel de cette augmentation de VLE et notamment n'a pas justifié que ces modifications ne concourent pas au déclassement écologique du milieu récepteur la Seine.

<p>L'inspection constate que les mesures du Zinc et Cuivre depuis le mois de mars 2025 respecteraient les deux VLE envisagées si elles étaient révisées.</p> <p>L'inspection constate que depuis janvier 2025, il y a aussi eu des dépassements sur d'autres paramètres : le flux du manganèse (Mn) en février et avril 2025 : mesuré à 0,0134 kg/j et 0,064 kg/j pour une valeur limite de 0,01 kg/j et des BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes) en mai 2025 : mesuré à 0,0015 kg/j pour une valeur limite à 0,001 kg/j et la couleur en avril 2025 : mesuré à 130 pour une valeur limite de 100.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n° 5 :</u></b> l'exploitant doit compléter son dossier de porter à connaissance (PAC) en justifiant et démontrant que les nouvelles concentrations moyennes des substances ne concourent pas au déclassement du milieu récepteur, la Seine, par exemple en effectuant une évaluation de l'impact de l'augmentation sur le milieu naturel. Il complètera également son PAC par un tableau récapitulatif des demandes de modification en les comparant aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral cadre du 21 avril 2022.</p> <p><b><u>Demande n°6 :</u></b> l'exploitant doit préciser dans l'application GIDAF (partie commentaire) les raisons des dépassements relevés et les actions correctives mises en place ou envisagées pour palier les dépassements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 4 : Action RSDE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des substances</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au vu des résultats de la campagne de surveillance pérenne (rapport de synthèse du 19 août 2017), les substances (suivantes : Nonylphénols, NPO2*, cuivre et ses composés et zinc et ses composés) font l'objet d'une surveillance aux fréquences et dans le respect des valeurs limites en concentration indiquées au tableau de l'article 4.3.11. des présentes prescriptions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les paramètres issus de la campagne RSDE sont régulièrement surveillés chaque trimestre. Mis à part les deux paramètres (Cu et Zn) faisant l'objet de la demande de modification des valeurs limites d'émission, aucun dépassement n'est relevé sur les paramètres nonylphénols et NPO2* en 2024 et 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Eaux résiduaires traitées avant réutilisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.15		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite d'émission		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
L'exploitant est tenu de respecter, avant l'utilisation des eaux résiduaires traitées pour ses activités de nettoyage de réseau d'assainissement (via ses camions hydrocureurs) et de son site, les valeurs limites et fréquences (indiquées dans le tableau ci-dessous) mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution. Le prélèvement s'effectue au niveau de la cuve de stockage de 50 m <sup>3</sup> :		
Paramètres	Valeur limite (eaux résiduaires après traitement tertiaire)	Fréquence d'analyse
Eschérichia coli	1000 NPP/ 100 mL	mensuelle
Entérocoques intestinaux	100 NPP/ 100 mL	mensuelle
Coliformes totaux	10000 / 100 mL	mensuelle
Legionella pneumophila	1000 UFC/L	trimestrielle
<b>Constats :</b>		
L'inspection constate que l'exploitant effectue régulièrement les analyses. Toutefois, l'analyse du 2 et 28 août 2024 a relevé un dépassement sur le paramètre Escheria coli (mesuré à 1500 et 1400 pour une limite à 1000 NPP/100 ml). L'exploitant indique avoir vidangé la cuve de 50 m <sup>3</sup> dans son système de traitement et modifié la fréquence d'entretien du réacteur UV (a priori colmaté selon les dires de l'exploitant) passant de trimestrielle à mensuelle. L'exploitant avait communiqué à l'inspection le 30 août 2024, l'incident et les actions correctives mises en œuvre. Depuis, l'inspection n'a pas constaté de dépassements aux valeurs limites. L'exploitant précise que la majorité de l'eau est utilisée pour le lavage du site, seulement 311 m <sup>3</sup> en 2024 ont été utilisées à l'extérieur du site par les camions-hydrocureurs de l'exploitant.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

**N° 6 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.18	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite d'émission	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2	
Paramètre	Concentration (mg/l)
Hydrocarbures	5
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que la dernière analyse du 2 décembre 2024 en sortie du séparateur à hydrocarbures sur les rejets des eaux pluviales n'a pas relevé de dépassement sur le paramètre hydrocarbures mesuré à 0,85 mg/L pour une VLE à 5 mg/L.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 7 : Registres déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 5.2.2	
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets entrants	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet ;</li><li>- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>- la quantité du déchet entrant ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;</li><li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.</li></ul>	

**Constats :**

L'inspection réalise par sondage une vérification des déchets entrants dans le registre déchets. L'inspection constate que le producteur n'est pas précisé voire ni identifié lorsque la collecte de déchets non dangereux s'effectue chez un seul producteur. Le numéro du bordereau de suivi de déchets non dangereux n'est pas non plus indiqué dans ce cas précis.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°7** : l'exploitant **doit dès à présent** identifier dans son registre déchets, le nom du producteur avec le numéro de SIRET ainsi que la référence du BSD quand il collecte qu'un seul producteur de déchets non dangereux.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 1 jour